

ADMINISTRATION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DIRECTION GENERALE DE
L'ENSEIGNEMENT
OBLIGATOIRE
Service général
de l'enseignement fondamental et
de l'enseignement spécialisé
CIRCULAIRE N° 1145

DATE 07/06/2005

- A Madame la Ministre-Présidente - Membre du Collège de la Commission communautaire chargé de l'enseignement
- A Messieurs les Gouverneurs de province,
- A Messieurs et Mesdames les Bourgmestres,
- Aux Pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement spécialisé libres subventionnés,
- Aux Chefs des établissements internats et homes d'accueil d'enseignement spécialisé, organisés par la Communauté française,
- Aux Chefs des établissements officiels et libres d'enseignement spécialisé subventionnés par la Communauté française.
- Aux Présidents et Secrétaires des Commissions Consultatives de l'Enseignement spécialisé

Pour information :

- Aux Membres de l'Inspection de l'enseignement spécialisé,
 - Aux Vérificateurs de l'enseignement spécialisé,
 - Aux Directeurs des Centres P.M.S. organisés et subventionnés par la Communauté française,
 - Aux Associations de parents,
 - Aux Organisations syndicales,
 - Aux Membres du Conseil Supérieur de l'enseignement spécialisé.
 - Aux Membres du Conseil Général de concertation de l'enseignement spécialisé.
-

**CIRCULAIRE RELATIVE A L'ORGANISATION DES ETABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT SPECIALISE**

ANNEE SCOLAIRE : 2005-2006

VOLUME 1

ADMINISTRATION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DIRECTION GENERALE DE
L'ENSEIGNEMENT
OBLIGATOIRE

Service général
de l'enseignement fondamental
et de l'enseignement spécialisé.
Réf.: **ORG./2005/2006/ 1**

INFORMATIONS GENERALES

Les circulaires reprises dans les volumes I et II des « directives et recommandations » gardent la même numérotation que précédemment. Pour plus de facilité, sont mises en exergue (*trait vertical à droite du texte*) les différences induites par rapport aux circulaires précédentes.

Je vous rappelle que ces circulaires peuvent être consultées, imprimées et téléchargées à l'adresse suivante :

www.adm.cfwb.be (documents officiels)

De même, toute la réglementation concernant l'enseignement peut être consultée sur
www.cdadoc.cfwb.be/gallilex.htm

Ces deux adresses sont accessibles en passant par **www.enseignement.be**

La Directrice Générale

Lise-Anne HANSE

TABLE DES MATIERES

INFORMATIONS GENERALES	1
LISTE DES MODELES ET ATTESTATIONS REPRIS DANS LE VOLUME 1.....	4
CIRCULAIRE N° 1.....	5
RATIONALISATION ET PROGRAMMATION	5
CIRCULAIRE N° 2.....	24
PERSONNEL DIRECTEUR ET ENSEIGNANT	24
CIRCULAIRE N° 2 BIS	41
INTEGRATION	41
CIRCULAIRE N° 3.....	61
PERSONNEL ADMINISTRATIF ET PERSONNEL AUXILIAIRE D'EDUCATION.....	61
CIRCULAIRE N° 3 BIS	64
CHARGES D'ACTIVITES EDUCATIVES ET PEDAGOGIQUES.....	64
CIRCULAIRE N° 4.....	66
PERSONNELS PARAMEDICAL, SOCIAL ET PSYCHOLOGIQUE FONCTIONNANT PENDANT LA JOURNEE SCOLAIRE.....	66
CIRCULAIRE N° 5.....	72
AFFECTATION DES CAPITAUX PERIODES NON UTILISES.....	72
CIRCULAIRE N° 5BIS	76
DU CONSEIL DE CLASSE ET DE SON FONCTIONNEMENT.....	76
CIRCULAIRE N° 6.....	81
PERSONNEL AFFECTE DANS LE CADRE DES INTERNATS ET HOMES D'ACCUEIL ORGANISES PAR LA COMMUNAUTE FRANCAISE.....	81
CIRCULAIRE N° 7.....	85
HOMES D'ACCUEIL PERMANENT	85
CIRCULAIRE N° 8.....	88
FORMALITES ADMINISTRATIVES POUR LES ELEVES FREQUENTANT L'ENSEIGNEMENT SPECIALISE DE TYPE 5b.....	88
CIRCULAIRE N° 9.....	91
DELIVRANCE DU CERTIFICAT D'ETUDES DE BASE	91
CIRCULAIRE N° 10.....	96
INTRODUCTION DES DEMANDES D'AVIS AUPRES DES COMMISSIONS CONSULTATIVES	96
CIRCULAIRE N° 11.....	102
CHANGEMENT D'ETABLISSEMENT.....	102
CIRCULAIRE N° 12A.....	112
ORGANISATION, A TITRE EXPERIMENTAL, DE CLASSES ADAPTEES POUR ELEVES APHASIQUES - DYSPHASIQUES.....	112
CIRCULAIRE N° 12B.....	116

ORGANISATION, A TITRE EXPERIMENTAL, DE CLASSES ADAPTEES POUR ELEVES AUTISTES (CLASSES TEACCH)	116
CIRCULAIRE N° 12C.....	120
ORGANISATION, A TITRE EXPERIMENTAL, DE CLASSES ADAPTEES POUR ELEVES POLYHANDICAPES.	120

ADMINISTRATION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DIRECTION GENERALE DE
L'ENSEIGNEMENT
OBLIGATOIRE

Service général
de l'enseignement fondamental
et de l'enseignement spécialisé.
Réf. : ORG/2005/2006/ 11

CIRCULAIRE N° 11

CHANGEMENT D'ETABLISSEMENT.

1. PRINCIPES DE TRANSFERT.

1.1. Transfert d'un élève d'un établissement d'enseignement spécialisé vers un autre établissement d'enseignement spécialisé, sans changement de type.

1.1.1. Au cours du mois de septembre, ce transfert ne nécessite ni autorisation ni formalités préalables, quel que soit le motif du transfert.

1.1.2. Passé ce délai - si le transfert a pour cause un changement de domicile ou de résidence ou s'il est dû au passage de l'élève du régime d'internat au régime d'externat et vice versa, seule est nécessaire l'autorisation du chef d'établissement d'origine;

- dans les autres cas, l'avis favorable de l'organisme de guidance est exigé en plus de l'autorisation du chef d'établissement d'origine.

Si les parents contestent la décision du chef d'établissement ou l'avis de l'organisme de guidance, ils peuvent en appeler à la Ministre-Présidente via le service d'administration de l'Enseignement spécialisé.

1.2. Transfert d'un élève d'un établissement d'enseignement spécialisé vers un autre établissement d'enseignement spécialisé, nécessité par un changement de type.

- 1.2.1. Ce transfert a lieu sur avis favorable de l'organisme de guidance.
- 1.2.2. En cas de désaccord entre les parties concernées (chef de famille, chef d'établissement, inspection, médecin I.M.S. et guidance), la Commission consultative compétente est saisie et donne son avis comme le prévoit l'article 125, point 5 du Décret (M.B. 03/06/2004). Si le chef de famille ne se range pas à son avis, elle transmet le dossier au Tribunal de la Jeunesse, selon la procédure fixée à l'article 10 de la même loi.
- 1.3. Transfert d'un établissement d'enseignement ordinaire vers un établissement d'enseignement spécialisé.
- 1.3.1. Le chef de l'établissement d'enseignement spécialisé admettra l'élève à tout moment de l'année pour autant que celui-ci réponde à toutes les conditions d'admission fixées par le chapitre III du Décret (voir circ. N° 15) Dès l'admission, le chef d'établissement d'enseignement spécialisé avertira le chef d'établissement de l'enseignement ordinaire fréquenté en dernier lieu par l'élève.
- 1.3.2. En cas de désaccord entre les parties concernées (chef de famille, chef de l'établissement d'enseignement ordinaire, inspection, médecin, I.M.S., guidance), la Commission consultative compétente est saisie et donne son avis comme le prévoit l'article 125, point 3 du Décret précité.
Si le chef de famille ne se range pas à son avis, elle transmet le dossier au Tribunal de la Jeunesse, selon la procédure fixée à l'article 128 du même Décret.
- 1.4. Transfert d'un élève d'un établissement d'enseignement spécialisé vers un établissement d'enseignement fondamental ordinaire.
- 1.4.1. Un élève régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement fondamental spécialisé peut être inscrit dans l'enseignement fondamental ordinaire sur décision de ses parents, de la personne qui exerce l'autorité parentale, à la condition toutefois que cette personne ait obtenu un avis motivé du Centre PMS qui assure la guidance dans l'établissement spécialisé concerné.
Cette communication est obligatoire. Elle donnera lieu à la remise d'une attestation certifiant que les personnes visées ci-dessus ont bien reçu ledit avis. Cette attestation sera rédigée selon le modèle ci-annexé. (*annexe 2*)
Elle sera remise au chef d'établissement d'enseignement ordinaire qui accueillera l'élève.
- Après le 30 septembre, le retour vers l'enseignement ordinaire est, **en outre**, subordonné aux mêmes règles que les changements d'établissements dans le fondamental ordinaire. Par exemple, aucun changement d'établissement ne se fera après les vacances de printemps. (voir circulaire n° 113)
- 1.4.2. Le centre PMS de l'école d'enseignement spécialisé transmet le dossier de l'élève ou un rapport technique au CPMS qui sera chargé de poursuivre la guidance dans l'enseignement ordinaire.
Dans ce dossier ou ce rapport, l'évolution de l'enfant pendant son passage dans l'enseignement spécialisé sera décrite avec un maximum de précision.
- 1.4.3. En vertu de l'article 125, point 4, du Décret (M.B. 03/06/2004), tout chef d'établissement d'enseignement spécialisé ou tout membre de l'inspection scolaire organisée par la Communauté française peut saisir la commission consultative de

l'enseignement spécialisé lorsqu'il estime que le passage de l'enseignement spécialisé vers l'enseignement ordinaire pourrait nuire gravement aux intérêts et à l'éducation de l'élève transféré.

1.4.4. Dès réception de la présente circulaire, tous les chefs d'établissement d'enseignement spécialisé sont invités à la porter à la connaissance des personnes qui pourraient être concernées par ces mesures. Toutes les dispositions seront également prises pour que les CPMS qui assurent la guidance des élèves dans l'enseignement spécialisé soient avertis suffisamment tôt des demandes qu'ils auraient à traiter.

1.5 Transfert d'un élève d'un établissement d'enseignement spécialisé vers un établissement d'enseignement secondaire ordinaire.

1.5.1. Un élève régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement spécialisé peut être inscrit dans l'enseignement secondaire ordinaire sur décision de ses parents, de la personne qui exerce l'autorité parentale ou sur décision de l'élève lui-même s'il est majeur, à la condition toutefois de respecter les modalités en annexe 3.

2. INSTRUCTION DU DOSSIER.

2.1. Lorsqu'il s'agit d'un transfert au sein de l'enseignement spécialisé, toute demande est introduite en trois exemplaires au moyen d'une formule dont modèle ci-annexé (annexe 1)

2.2. Même s'il ne juge pas le transfert opportun, le chef de l'établissement d'origine est tenu de mettre trois exemplaires de la formule à la disposition du chef de famille sollicitant le transfert.

2.3. Le chef de famille remplit le cadre A des trois exemplaires de la formule et les remet au chef de l'établissement d'origine. S'il s'agit d'un élève placé par le Juge de la Jeunesse, le chef de l'établissement en cause remplit au besoin lui-même le cadre A et annexe au premier exemplaire une copie de la décision judiciaire.
S'il invoque des raisons de santé, le chef de famille joint au premier exemplaire le certificat médical justificatif.

2.4. Le chef de l'établissement d'origine biffe au cadre B des trois exemplaires l'une des mentions "favorable" ou "défavorable" et transmet à l'organisme de guidance qui complète le cadre C.

2.5. Dans le cas d'appel prévu au point 1.1.2. ci-dessus, le chef d'établissement transmet les trois formules et leurs annexes au Service de l'Enseignement spécialisé.

3. NOTIFICATION DE LA DECISION.

3.1. En cas d'autorisation de transfert, le chef de l'établissement d'origine procède comme suit:

- il complète le cadre E des trois formules;
- il remet un exemplaire au chef de famille et lui notifie que le chef du nouvel établissement ne peut accepter l'élève que sur présentation de cette formule;

- il envoie le deuxième exemplaire au chef du nouvel établissement.

3.2. Le chef de famille, muni de la formule, fait inscrire l'élève dans le nouvel établissement le jour de classe qui suit le dernier jour de classe passé dans l'établissement d'origine. L'inscription portera comme date celle de la décision de transfert.

3.3. Si l'élève se présente, le chef du nouvel établissement indique la date d'arrivée au cadre E de la formule.

Si l'élève ne se présente pas, il indique la mention "pas inscrit" au cadre E de la formule.

Dans les deux cas, s'il s'agit d'un enfant soumis à l'obligation scolaire, il en informe l'inspecteur cantonal.

Ce document est conservé dans les archives de l'établissement, où le vérificateur devra pouvoir le consulter.

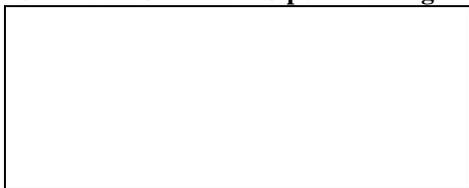
3.4. En cas de refus d'autorisation de transfert, le chef de l'établissement fréquenté remet un exemplaire de la formule au chef de famille.

La Directrice Générale

Lise-Anne HANSE

ATTESTATION D'AVIS MOTIVE

Cachet du Centre PMS pour l'enseignement spécialisé



CONCERNE : **Application de la circulaire relative au changement d'établissement -
Transfert d'un élève de l'enseignement spécialisé vers un
établissement d'enseignement ordinaire.**

Je soussigné(e)
 Directeur du centre PMS pour l'enseignement spécialisé qui assure la guidance de l'élève dont le nom est repris ci-dessous, atteste que les parents ou la personne qui exerce l'autorité parentale ou encore l'élève majeur, ont reçu de notre centre un avis non contraignant ² concernant le transfert de cet élève dans l'enseignement ordinaire et donne un avis favorable – défavorable¹ à :

L'élève :

né(e) le :

se trouvant, durant l'année scolaire :

en (type, forme d'enseignement spécialisé) :

en (année d'études) :

fréquentant l'école d'enseignement spécialisé :

.....

afin de suivre l'enseignement maternel – primaire – secondaire ¹ – ordinaire

pour les motifs suivants :

Fait à, le

Signature

¹ Biffer la mention inutile

² Même si l'avis est défavorable, les parents peuvent demander l'inscription dans une école d'enseignement ordinaire

PRINCIPE GENERAL POUR L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

La réglementation permet aux parents d'un élève inscrit dans l'enseignement spécialisé de solliciter sa réorientation dans l'enseignement ordinaire. L'avis du CPMS *de l'enseignement spécialisé* est toujours requis mais il n'est jamais contraignant.

Certains chefs d'établissement de l'enseignement ordinaire déduisent de cette situation réglementaire qu'ils sont tenus d'inscrire tout élève dont les parents sollicitent la réintégration alors qu'ils ont la conviction que cette solution n'est pas celle qui correspond le mieux à l'intérêt de l'enfant ou de l'adolescent.

C'est oublier une condition essentielle à la réintégration : l'avis favorable du conseil d'admission.

Bref, lorsqu'un conseil d'admission estime que l'établissement ne pourra pas soutenir de manière efficace la progression personnelle de l'élève pour lequel la réorientation est sollicitée, il doit rendre un avis défavorable. *Le cas échéant, cet avis défavorable du conseil d'admission sera indiqué sur le formulaire "attestation de demande d'inscription".*

Par contre, chaque fois que le conseil d'admission estimera que la réintégration dans l'enseignement ordinaire a toutes chances d'être une réussite, il devra rendre un avis favorable.

En cas de désaccord, la commission consultative compétente de l'enseignement spécialisé sera sollicitée via le service de l'enseignement spécialisé, à l'adresse suivante :

*Direction générale de l'Enseignement obligatoire
Service général de l'Enseignement fondamental et de l'enseignement spécialisé
Bureau 2F243,
rue A. Lavallée, 1
1080 BRUXELLES*

PRINCIPES NOUVEAUX

1. Il est primordial que le Conseil d'admission connaisse le type et(ou) la forme d'enseignement spécialisé dont l'élève est issu avant de se prononcer sur l'admission **éventuelle** de cet élève.
2. Les conditions de passage vers l'enseignement secondaire ordinaire sont désormais fixées.
3. *L'attestation d'avis motivé est remise aux parents de l'élève.*
4. *Le chef de l'établissement ordinaire réclame un rapport explicatif, c'est-à-dire :*
 - *à l'école d'enseignement spécialisé, le dossier pédagogique reprenant les compétences acquises par l'élève ainsi que son parcours scolaire*
 - *au CPMS de l'enseignement spécialisé, un rapport reprenant des éléments autres que pédagogiques et explicitant son avis afin de permettre au conseil (ou jury) d'admission de prendre position en connaissance de cause.*

5. *En cas de refus d'admission, les documents visés au point précédent concernant l'élève sont renvoyés aux organes qui les ont émis.*

CONDITIONS D'ADMISSION

A. Elèves issus de l'enseignement primaire spécialisé :

1. les élèves titulaires d'un C.E.B. peuvent être inscrits :
 - 1° en 1^{ère} A
 - 2° en 1^{ère} B moyennant
 - l'avis favorable du conseil d'admission
 - l'accord des parents
 - l'avis du CPMS *ordinaire de l'école qui accueille l'élève*
2. les élèves n'ayant pas obtenu le C.E.B. mais ayant suivi la 6^{ème} primaire ou le niveau de maturité IV de l'enseignement spécialisé peuvent être inscrits :
 - 1° en 1^{ère} B
 - 2° en 1^{ère} A :
 - sur avis favorable du conseil d'admission
 - moyennant l'accord des parents
 - après avis du CPMS *ordinaire de l'école qui accueille l'élève*
3. les élèves âgés de 12 ans au moins, n'ayant pas fréquenté la 6^{ème} primaire ou le niveau de maturité IV de l'enseignement spécialisé peuvent être inscrits en 1^{ère} B sur avis favorable du conseil d'admission.

B. Les élèves issus des formes 1 et 2

Ces élèves ne sont pas concernés par le passage vers l'enseignement ordinaire.

A titre exceptionnel, une dérogation au principe énoncé ci-dessus pourra faire l'objet **d'une autorisation ministérielle** spécifique, sur demande introduite par le chef d'établissement d'enseignement secondaire ordinaire, après avis favorable *du CPMS de l'enseignement spécialisé* et de l'inspection pédagogique de l'enseignement spécialisé.

C. Les élèves issus de la forme 3

Ces élèves seront désormais admissibles dans l'enseignement ordinaire dans le strict respect du tableau de concordance ci-joint.

A titre exceptionnel, une dérogation au principe énoncé ci-dessus pourra faire l'objet **d'une autorisation ministérielle** spécifique, sur demande introduite par le chef d'établissement d'enseignement secondaire ordinaire, après avis favorable *du CPMS de l'enseignement spécialisé* et de l'inspection pédagogique de l'enseignement spécialisé.

<p>Remarque : Le tableau de concordance sera complété prochainement suite à l'application de la nouvelle organisation de l'enseignement spécialisé de Forme 3.</p>

D. Elèves issus de la forme 4

Seuls les élèves issus de la forme 4 sont concernés par les conditions d'admission fixées par l'A.R. du 29.06.1984 ainsi que par les dérogations prévues par ledit arrêté. En application de l'article 21, § 3 de cet arrêté, ils ne peuvent fréquenter le premier degré (spécialisé et ordinaire confondus) pendant plus de trois années scolaires *sauf dérogation accordée par la Ministre-Présidente en raison de problèmes liés à leur handicap (article 59 6^e alinéa de l'A.R. du 29/6/1984).*

**TABLEAU REPRENANT LES CONDITIONS DE PASSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SPECIALISE DE
FORME 3 ANCIEN REPERTOIRE VERS L'ENSEIGNEMENT ORDINAIRE**

Phase de la nouvelle forme 3 (avant décret) d'où est issu(e) l'élève	Année d'études de l'ancienne forme 3 d'où est issu(e) l'élève	Année d'études de l'enseigne. sec. de plein exercice ou en alternance « <i>article 49</i> » où l'élève peut être inscrit(e)	Niveau de l'enseignement en alternance « <i>article 45</i> » où l'élève peut être inscrit(e)
Issu du primaire avec CEB		1^{ère} A** (plein exercice)	Accès refusé
Issu du primaire sans CEB		1^{ère} B** (plein exercice)	Accès refusé
1 ^{ère} phase non terminée ou non réussie	1 ^{ère} ou 2 ^{ème} année réussie ou fréquentée 3 ^{ème} année non réussie		2^{ème} degré
1 ^{ère} phase réussie	3 ^{ème} année réussie	- 3 ^{ème} année Professionnel si la subdivision de l'enseignement ordinaire correspond à celle du spécialisé - 2 ^{ème} année Professionnel si la subdivision de l'enseignement ordinaire ne correspond pas à celle du spécialisé	2^{ème} degré
2 ^{ème} phase non terminée ou non réussie	4 ^{ème} année réussie ou fréquentée 5 ^{ème} année non réussie	3^{ème} année Professionnel	2^{ème} degré
16 ans		3^{ème} année Professionnel	2^{ème} degré
2 ^{ème} phase réussie	5 ^{ème} année réussie	4^{ème} année Professionnel	3^{ème} degré
3 ^{ème} phase réussie	6 ^{ème} année réussie	- 5 ^{ème} année Professionnel si la subdivision de l'enseignement ordinaire correspond à celle du spécialisé - 4 ^{ème} année Professionnel si la subdivision de l'enseignement ordinaire ne correspond pas à celle du spécialisé	3^{ème} degré

* L'accès au CEFA est subordonné à la réussite de deux années dans la forme 3 et la fréquentation d'une troisième année

** Les conditions d'accès à la 1A et 1B sont rappelées dans l'annexe 3 de la présente circulaire.

LISTE DES MODELES ET ATTESTATIONS REPRIS DANS LE VOLUME 1

Circulaire n° 2bis INTEGRATION

PROTOCOLE D'ACCORD D'INTEGRATION PERMANENTE TOTALE.....	49
DEMANDE DE DEROGATION AU CONSEIL GENERAL.....	50
MODELE DOSSIER ELEVE POUR INTEGRATION PERMANENTE TOTALE.....	51-55
PROTOCOLE D'ACCORD D'INTEGRATION PERMANENTE PARTIELLE OU TEMPORAIRE.....	56
MODELE DOSSIER ELEVE POUR INTEGRATION PERMANENTE PARTIELLE OU TEMPORAIRE.....	57-60

Circulaire n° 9 DELIVRANCE DU CEB

MODELE CERTIFICAT D'ETUDES DE BASE.....	95
---	----

Circulaire n° 10 CHANGEMENT D'ETABLISSEMENT

MODELE DE DEMANDE D'AUTORISATION DE CHANGEMENT D'ETABLISSEMENT.....	106
MODELE D'ATTESTATION D'AVIS MOTIVE.....	107

Circulaire n° 12A CLASSES APHASIQUES-DYSPHASIQUES

MODELE DE DEMANDE D'ORGANISATION DE CLASSES APHASIQUES-DYSPHASIQUES.....	115
--	-----

Circulaire n° 12B CLASSES TEACCH

MODELE DE DEMANDE D'ORGANISATION DE CLASSES TEACCH.....	119
---	-----

Circulaire n° 12C CLASSES POLYHANDICAPES

MODELE DE DEMANDE D'ORGANISATION DE CLASSES POLYHANDICAPES.....	123
---	-----